

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 16 FÉVRIER 2026**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS**

**DÉCISIONS 2026**  
**PRÉSENTÉES AU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 FÉVRIER 2026**

D-2026-001	06/01/2026	ATTRIBUTION DE LA CONCESSION CP 136 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL À MME BERGER
D-2026-002	12/01/2026	ATTRIBUTION DE LA CONCESSION B 286 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL À M. EMILE
D-2026-003	15/01/2026	SIGNATURE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE SALLE DE L'ÉCOLE MATERNELLE DES ALOUETTES POUR L'ASSOCIATION ICEM NORD OUEST FRANCILIEN
D-2026-004	22/01/2026	SIGNATURE RECONDUCTION CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PLACE DE STATIONNEMENT VÉHICULE DE PREMIERS SECOURS (VPSP) AVEC « ESSO »
D-2026-005	26/01/2026	SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX AVEC L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE MAURICE-BERTEAUX
D-2026-006	27/01/2026	PRIMOSÉCURITÉ : CONTRAT DE MAINTENANCE DES ALARMES INTRUSIONS
D-2026-007	28/01/2026	RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION CP 133 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL À MME MUNOZ

## DÉCISION N°D-2026-001

### ATTRIBUTION DE LA CONCESSION CP 136 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL À MME BERGER

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2223-1 à L.2223-46,

**Vu** la délibération CM-2024/011 du Conseil Municipal du 05 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,

**Vu** la délibération CM-2025-045 du Conseil municipal du 29 septembre 2025 modifiant les tarifs municipaux et portant notamment revalorisation des tarifs des concessions funéraires,

**Vu** l'arrêté A-2017-088 du 16 mai 2017 portant réglementation du cimetière communal,

**Considérant** la demande du 17/12/2025 présentée par Madame Rosa BERGER née LANFRANCHI, demeurant au 43 rue des Fermettes à Carrières-sur-Seine Visant l'obtention d'une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de famille,

### DÉCIDE

**Article 1 :** **ACCORDE**, dans le cimetière carré C paysager n° 136 à Carrières-sur-Seine un emplacement de deux mètres carrés superficiels, à l'effet d'y fonder une sépulture de famille. Cette concession de terrain est accordée au titre d'une nouvelle attribution à compter du 17/12/2025 et pour une durée de 30 ans.

**Article 2 :** Ladite concession de terrain est accordée moyennant la somme totale de 825 euros (huit cent vingt-cinq euros), payée par chèque à l'ordre du Trésor public le 29/12/2025.

**Article 3 :** La concession pourra être renouvelée dans un délai de deux ans suivant l'expiration de la période pour laquelle le terrain a été concédé. Si l'un des ayant-droits renouvelle la concession, en raison de son caractère familial, celle-ci continue d'appartenir à l'ensemble des ayant-droits en indivision.

Si la concession n'est pas renouvelée dans le délai imparti, le terrain sera repris par la commune conformément à l'article L. 2223-15 du Code général des collectivités territoriales et dans les conditions prévues par le règlement du cimetière.

**Article 4 :** Le concessionnaire s'engage à respecter les dispositions du règlement du cimetière.

**Article 5 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet,
- Madame la Trésorière
- Madame BERGER
- 

Fait à Carrières-sur-Seine, le 06/01/2026



Le Maire,

  
Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## DÉCISION N°D-2026-002

### ATTRIBUTION DE LA CONCESSION B 286 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL À M. EMILE

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2223-1 à L.2223-46,

**Vu** la délibération CM-2024/011 du Conseil Municipal du 05 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,

**Vu** la délibération CM-2025-045 du Conseil municipal du 29 septembre 2025 modifiant les tarifs municipaux et portant notamment revalorisation des tarifs des concessions funéraires,

**Vu** l'arrêté A-2017-088 du 16 mai 2017 portant règlementation du Petro EMILE, demeurant au Bat D1, résidences des Alouettes, route de Saint Germain à Carrières-sur-Seine Visant l'obtention d'une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de famille,

### DÉCIDE

**Article 1 :** **ACCORDE**, dans le cimetière carré B n° 286 à Carrières-sur-Seine un emplacement de deux mètres carrés superficiels, à l'effet d'y fonder une sépulture de famille. Cette concession de terrain est accordée au titre d'une nouvelle attribution à compter du 10/01/2026 et pour une durée de 30 ans.

**Article 2 :** Ladite concession de terrain est accordée moyennant la somme totale de 825 euros (huit cent vingt-cinq euros), payée par chèque à l'ordre du Trésor public le 12/01/2026.

**Article 3 :** La concession pourra être renouvelée dans un délai de deux ans suivant l'expiration de la période pour laquelle le terrain a été concédé. Si l'un des ayant-droits renouvelle la concession, en raison de son caractère familial, celle-ci continue d'appartenir à l'ensemble des ayant-droits en indivision.

Si la concession n'est pas renouvelée dans le délai imparti, le terrain sera repris par la commune conformément à l'article L. 2223-15 du Code général des collectivités territoriales et dans les conditions prévues par le règlement du cimetière.

**Article 4 :** Le concessionnaire s'engage à respecter les dispositions du règlement du cimetière.

**Article 5 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet,
- Madame la Trésorière
- Monsieur EMILE
- 

Fait à Carrières-sur-Seine, le 12/01/2026



Le Maire,

  
Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## DÉCISION N°D-2026-003

### SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE SALLE DE L'ÉCOLE MATERNELLE DES ALOUETTES POUR L'ASSOCIATION ICEM NORD OUEST FRANCILIEN

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

**Vu** la délibération n° 2024/011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

**Considérant** que l'association "ICEM Nord Ouest Francilien" œuvre afin de regrouper des personnes désireuses de mettre en place la pédagogie Freinet ,

### DÉCIDE

**Article 1 :** **D'AUTORISER** le Maire à signer la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un local au sein de l'école maternelle des Alouettes à l'association IDEM Nord Ouest Francilien.

**Article 2 :** **PRÉCISE** que cette convention est conclue pour l'année scolaire 2025-2026.

**Article 3 :** Ampliation de la présente décision à :

- Monsieur le Préfet,
- ICEM nord Ouest Francilien.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 15 janvier 2026



Le Maire,

Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## DÉCISION N°D-2026-004

### SIGNATURE DE LA RECONDUCTION DE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT POUR UN VÉHICULE DE PREMIERS SECOURS À PERSONNES (VPSP) AVEC L'ASSOCIATION « ESSO »

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil municipal n° 2024/011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

**Considérant** la requête formulée par l'École de Sauvetage et Secourisme de l'Ouest (ESSO) sollicitant l'autorisation de la Ville pour bénéficier d'une place de stationnement pour un véhicule de premiers secours à personnes et remise d'un jeu de clés du portail, 1 rue Félix-Balet, parking de la salle des fêtes.

### DÉCIDE

**Article 1 :** D'autoriser le Maire à reconduire les termes de la convention de mise à disposition d'une place de stationnement avec l'École de Sauvetage et Secourisme de l'Ouest (ESSO), représentée par Madame Corinne LEROUX, Directrice.

**Article 2 :** De préciser que la mise à disposition est, à titre gratuit, en contrepartie de la mise en place d'un dispositif de premiers secours lors de la manifestation du pique-nique/feu d'artifice du samedi 20 juin 2026.

**Article 3 :** Dit que la présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil municipal.

**Article 4 :** Ampliation de la présente décision à :  
- Monsieur le Préfet,  
- Madame la Trésorière.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 01 janvier 2026



Le Maire,

Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**DÉCISION**  
**N°D-2026-005****SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS  
MUNICIPAUX AVEC L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE MAURICE-BERTEAUX**

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil municipal n° 2024/011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

**Considérant** la demande de mise à disposition d'un équipement municipal de l'école élémentaire Maurice-Berteaux pour la préparation et l'organisation d'un spectacle de fin d'année,

**Considérant** que la ville de Carrières-sur-Seine a la possibilité de mettre à disposition de l'école élémentaire Maurice-Berteaux un équipement municipal répondant à ses besoins au Conservatoire,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** **D'AUTORISER** la Maire-adjointe déléguée à la Culture, aux Loisirs, à la Vie Associative et au Jumelage, à signer la convention de mise à disposition d'une salle et de l'auditorium du Conservatoire.

**Article 2 :** **DE METTRE** à disposition de l'école élémentaire Maurice-Berteaux, à titre gratuit, une salle et l'auditorium du Conservatoire sis 66 bd Maurice-Berteaux à Carrières-sur-Seine, selon le planning défini dans la convention.

**Article 3 :** Ampliation de la présente décision à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Trésorier,
- Madame la Directrice de l'école Maurice-Berteaux.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 26 janvier 2026



Le Maire,



Arnaud de Bourrousse

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## DÉCISION N°D-2026-006

### PRIMOSÉCURITÉ : CONTRAT DE MAINTENANCE DES ALARMES INTRUSIONS

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil municipal n° CM-2024-011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

**Considérant** la nécessité de passer un contrat de maintenance pour les alarmes intrusions des bâtiments de la Ville.

**Considérant** la proposition de la société PRIMOSÉCURITÉ,

### DÉCIDE

**Article 1 :** **DE SIGNER** le contrat de maintenance avec la société PRIMOSÉCURITÉ pour une durée de 1 an.

**Article 2 :** **DIT** que le montant de la prestation de maintenance est fixé à **5 180,00 € HT** en 2026.

**Article 3 :** Ampliation de la présente décision à :

- Monsieur le Préfet,
- Madame la Trésorière.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 27 janvier 2026



Le Maire,



Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



## DÉCISION N°D-2025-007

### RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION CP 133 DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL à Madame MUNOZ

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2223-1 à L.2223-46,

**Vu** la délibération CM-204-011 du Conseil Municipal du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,

**Vu** la délibération CM-2025-045 du Conseil Municipal du 29 septembre 2025 modifiant les tarifs municipaux et portant notamment revalorisation des tarifs des concessions funéraires,

**Vu** l'arrêté A-2017-088 du 16 mai 2017 portant réglementation du cimetière communal,

**Considérant** la demande du 27/01/2026 présentée par Madame Sylvie MUNOZ demeurant au 18 rue d'Anjou à Cosnes-et-Romain ( Meurthe-et-Moselle), visant au renouvellement d'une concession dans le cimetière communal accordée le 10/10/2011 et qui expire le 09/10/2026 .

### DÉCIDE

**Article 1 :** **Accorde**, à Madame Sylvie MUNOZ, dans le cimetière communal, le renouvellement de la concession de famille LECOMTE.  
Ce renouvellement est accordé pour une durée de 15 ans à compter du 09/10/2026.

**Article 2 :** Ledit renouvellement est accordé moyennant la somme totale de 464 € (quatre cents soixante-quatre euros), payée par chèque à l'ordre du Trésor public le 27/01/2026.

**Article 3 :** La concession pourra être renouvelée dans un délai de deux ans suivant l'expiration de la période pour laquelle le terrain a été concédé. Si l'un des ayant-droits renouvelle la concession, en raison de son caractère familial, celle-ci continue d'appartenir à l'ensemble des ayant-droits en indivision.  
Si la concession n'est pas renouvelée dans le délai imparti, le terrain sera repris par la commune conformément à l'article L. 2223-15 du Code général des collectivités territoriales et dans les conditions prévues par le règlement du cimetière.

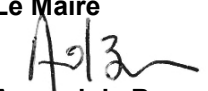
**Article 4 :** Le concessionnaire s'engage à respecter les dispositions du règlement du cimetière.

**Article 5 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet,  
- Madame la Trésorière,  
- Madame Sylvie MUNOZ.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 28/01/2026



Le Maire

  
Arnaud de Bourrousse

#### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).